



# DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

## Programme Départemental d'Insertion 2024-2026

### Appel à projets départemental

### *OBJECTIF SANTÉ RSA*

#### Annexe 1 CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

*Date de lancement de l'appel à projets  
1<sup>er</sup> septembre 2023*

*Date limite de dépôt des candidatures  
13 octobre 2023*

## *Préambule*

La loi du 1<sup>er</sup> Décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), a clairement défini les objectifs d'accompagnement de ses bénéficiaires, en priorisant l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi. Les modalités de mise en œuvre des parcours d'insertion relèvent de la compétence du Conseil Départemental, au travers du dispositif d'orientation dont il a la charge.

## *Éléments de contexte*

La loi sur le RSA identifie les problématiques de santé comme des freins à l'insertion sociale et professionnelle. Néanmoins, la question de la santé reste une problématique complexe à appréhender, revêtant différentes réalités (accès aux soins, « peur » du soin, précarité, souffrance psychique ou psychosociale...).

Le Département de Tarn-et-Garonne fait le constat que 24 % des contrats d'engagement réciproque – signés avec les BRSA – comportent des objectifs autour de la question du soin, et que les contrats sont renouvelés dans les mêmes termes, sans que la situation n'ait évolué entre temps. Les Agents Départementaux pour l'emploi (ADE), ainsi que les travailleurs sociaux, sont parfois démunis face à cette question. Ils n'ont pas les moyens de mettre en place un accompagnement satisfaisant pour rapprocher du soin des personnes qui en sont parfois très éloignées, depuis longtemps.

Ainsi, le Conseil Départemental souhaite s'engager avec d'autres partenaires dans cette action, dont il perçoit tout l'intérêt, bien qu'il ne s'agisse pas de son champ de compétences. L'enjeu est fort : lever les freins liés à la santé empêchant l'accès à un emploi ou un parcours de formation, et permettre aux personnes de soulager, voire de dépasser, des difficultés d'ordre psychologique qui constituent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

## *Éléments de vigilance*

Cet appel à projet relatif à un axe du Programme Départemental d'Insertion peut être réinterrogé au cadre des évolutions réglementaires nationales en cours qui devraient être légiférées début 2024 : Le projet de loi « Plein Emploi » vise à renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du RSA en fluidifiant leur parcours, dans le cadre d'un unique contrat d'engagement. À cette fin, il prévoit de rassembler les acteurs du service public de l'emploi et de l'insertion dans un réseau "France Travail", au sein duquel Pôle emploi serait transformé en **opérateur France Travail**. Ainsi, concernant les **bénéficiaires du RSA**, le projet de loi propose de :

- Les inscrire automatiquement sur la liste des demandeurs d'emploi ;
- Renforcer leur **accompagnement** dans le cadre d'un contrat d'engagement adapté à leur situation sociale et professionnelle ;
- Instaurer une sanction de "suspension-remobilisation".

### **1 – Acteurs visés par l'opération**

Sont visés par cette opération tous les établissements publics et privés. Les porteurs de projet devront être spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et répondre aux objectifs fixés dans le présent appel à projets. Ils devront être en capacité de collecter des informations, de les analyser et de poser un diagnostic.

Les intervenants obligatoires : psychologues

Autres intervenants : sophrologue...

## **2 – Public visé**

- Bénéficiaires du RSA ayant un CER en cours de validité contenant au moins une action visant l'accès aux soins ;
- Bénéficiaires du RSA, soumis à droits et devoirs, ne présentant pas l'autonomie suffisante pour prendre en charge, seuls, la résolution de leurs difficultés de santé, souvent cumulées et complexes ;
- Bénéficiaires du RSA, en souffrance psychologique et/ou psychosociale.

Les BRSA seront orientés par le référent en charge de leur accompagnement, soit dans le cadre du suivi, soit suite à la participation à une action du PTI où la problématique santé peut être soulevée par l'opérateur.

## **3 – Objectifs**

Finalité : Accompagner le BRSA dans la résolution des freins à l'emploi, par la prise en charge de sa santé. L'ensemble des objectifs suivant doit être travaillé :

- Accueillir les personnes orientées pour traiter la question de la santé dans sa dimension globale (repérage et diagnostic des problématiques évoquées) ;
- Identifier les(s) besoin(s) en santé ainsi que les interlocuteurs ou structures à mobiliser (médecin traitant, suivis spécialisés...) ;
- Réaliser un plan d'actions permettant au bénéficiaire d'avoir une vision concrète des démarches à effectuer (bilans de santé, réalisation d'examen, suivis à engager...) ;
- Accompagner les personnes dans la réalisation de leurs démarches et développer leur autonomie ;
- Accompagnement psychologique sur le lien entre maladie et parcours professionnel/insertion sociale ;
- Conseil d'orientation pour des personnes présentant des troubles du comportement ou des souffrances psychologiques, qui freinent leur accès à l'emploi et leur permettre un accès à un suivi psychiatrique/psychologique ;
- Assurer à des personnes en difficultés d'insertion un retour consolidé pour une vie professionnelle adaptée à leur demande et leurs capacités.

## **4 – Modalité et déroulement de l'opération**

### **A. Conditions de mise en œuvre :**

↳ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés, à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer, au service Insertion, la fiche de prescription assortie de la date du 1<sup>er</sup> RDV.

### **B. Transmission des informations**

↳ Chaque année, l'opérateur devra proposer une analyse quantitative et remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours. Ces informations seront à transmettre, à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire, et au service Insertion, dans le cadre des bilans à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois**, ainsi que lors du bilan final de l'opération conventionnée.

### C. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement

Au regard des objectifs de cette opération, un accompagnement sur des temps individuels et collectifs (espaces de parole, actions de prévention ou de sensibilisation thématiques... ) paraît approprié. Pourraient être envisagées des actions de remobilisation à l'extérieur (sorties, sport...).

**L'accompagnement s'effectuera en coordination avec le prescripteur de l'action et devra s'inscrire dans un CER et être en lien avec les démarches en cours avec les référents des situations, notamment par des échanges réguliers entre les professionnels.**

#### ↳ **Durée et fréquence des rencontres :**

La fréquence des rencontres sera définie par le porteur de projet et adaptée au parcours du bénéficiaire, en fonction de l'objectif défini lors du 1<sup>er</sup> entretien (diagnostic). La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois, renouvelables une fois sur validation du service prescripteur, au vu du bilan final.

#### ↳ **Déroulement de l'action :**

L'action peut comporter tous types d'activités sportives, culturelles...

#### ↳ **Localisation de l'opération :**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maison des solidarités de</b>
<b>CAUSSADE - NEGREPELISSE</b>	<b>MONTECH – VERDUN SUR GARONNE</b>	<b>CASTELSARRASIN - MOISSAC</b>	<b>BEAUMONT - VALENCE D'AGEN</b>	<b>MONTAUBAN</b>

Cette opération se déroulera sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet pour assurer un maillage territorial cohérent et prendre en compte les problématiques rencontrées par les publics (manque de mobilité, précarité...)

### D. Dynamique partenariale

**Cette action intervient en articulation et en complémentarité avec les dispositifs et les partenaires existants, et ne doit pas se substituer à l'un d'eux.**

Les collaborations pourront être recherchées avec les partenaires suivants : CPAM 82, ARS, CMP, la MDPH, les centres dédiés à la prévention et au suivi des addictions...

## **5 – Indicateurs de suivi**

- Nombre de personnes entrées dans le dispositif,
- Nombre moyen de rendez-vous par personne,
- Nombre d'ateliers collectifs réalisés,
- Taux d'abandon,
- Situation à l'entrée,
- Typologie des publics : genre, âge, type de problématiques rencontrées,
- Pourcentage de retour à l'emploi ou en formation parmi les personnes entrées dans le dispositif.

## **6 – Coût de l'action (transparence financière)**

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

**Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.**

## **7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)**

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

## **8 – Respect des obligations (conformité)**

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

## **ATTENTION**

### **Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT**

\* En format papier, à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT  
Pôle des Solidarités humaines  
Direction de la Cohésion sociale – service insertion  
**APPEL A PROJETS PDI – OBJECTIF SANTE RSA**  
100 boulevard Hubert Gouze  
BP 783  
82013 MONTAUBAN cédex

\* Par mail à [rsa-insertion@tarnetgaronne.fr](mailto:rsa-insertion@tarnetgaronne.fr)

**Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail [rsa-insertion@tarnetgaronne.fr](mailto:rsa-insertion@tarnetgaronne.fr) avant le 15 septembre 2023.**

**Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.**

**Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023.**

**Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.**

#### **Les critères de sélection :**

**Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.**

↳ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants : (10 points)**

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus (4 points).

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle (1 point).

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours (2,5 points).

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience de la structure et des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours (2,5 points).

### ↳ **Points de bonification pour le classement des projets (10 points)**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût par stagiaire est inférieur à 1 000 euros (2 points) ;
- Tout projet au dessus de 7 000 euros devra présenter un cofinancement (2 points)
- Caractère innovant du projet (1 point)
- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (1,5 points) ;
- Maillage territorial et ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques, en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (1,5 points)
- Effet levier pour l'emploi (1 point) ;
- Cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (1 point)

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

**S'il est retenu, le porteur de projets fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025-2026.**

### **Le calendrier de la procédure :**

- Appel à projets en ligne : **du 1<sup>er</sup> septembre au 13 octobre 2023**
- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**
- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**
- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**